

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

# Le CRI des travailleurs

Journal du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°2. Mars 2003. Prix : 0,50 €. Soutien : 1 €.

---

## **NI O.N.U., NI CHIRAC : POUR ARRÊTER LA GUERRE**

**LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR  
MOBILISATION INDÉPENDANTE CONTRE TOUS LES  
IMPÉRIALISTES**

*Tous ensemble, imposons l'unité de nos organisations ouvrières et populaires  
contre la guerre impérialiste, construisons nos comités d'action unitaires !*

*Tous ensemble, contre la guerre impérialiste, pour la défense de l'Irak, ouvrons  
la perspective de la grève générale !*

*Tous ensemble, soutenons la résistance nationale et le combat de classe des  
travailleurs irakiens !*

*Tous ensemble, menons la guerre sociale contre Chirac-Raffarin, empêchons les  
licenciements, combattons les lois policières de Vaillant-Sarkozy, faisons échec à la  
régionalisation, défendons nos acquis !*

**SOMMAIRE :**

Qui sommes-nous ? (p. 2)  
Contre la guerre en Irak (p. 3 et 4)

*France :*

Unité pour empêcher les licenciements (p. 5 à 7)  
Contre les lois policières et anti-immigrés (p. 7)  
Éducation nationale : manif le 18 mars (p. 16)

*Monde :*

Afrique : Contre l'impérialisme agraire (p. 9)  
Allemagne : (p. 12)

*Histoire :*

La révolution allemande (1918-1923) (p. 14 et 15)

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), récemment constitué sur la base du « Programme CRI » (lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être appropriés collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales du capital, les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis près de soixante-dix ans, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, en particulier de la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale, ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, tout en maintenant à leur manière, sous une forme ou sous une autre, une certaine « continuité déformée » du communisme révolutionnaire internationaliste, les organisations actuelles, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche », devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes (opportunistes et/ou sectaires)**, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière vraisemblablement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues dans ce pays, de la direction centriste droitière (opportuniste-réformiste) de la « Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (la L.C.R. en France), de la direction centriste trade-unioniste (para-syndicale) et « démocrate » de la « Quatrième Internationale » dite « lambertiste » (en France, le C.C.I., auquel se réduit pratiquement le P.T.), et de la direction centriste sectaire-attentiste de l'« Union Communiste Internationaliste » (L.O.).

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), **le Groupe CRI considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de la IVe Internationale**, contre lesquels il lutte politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront réellement la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

# COMMENT ARRÊTER LA GUERRE CONTRE L'IRAK ?

## LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR MOBILISATION INDÉPENDANTE CONTRE L'IMPÉRIALISME : NI SUR L'O.N.U., NI SUR CHIRAC

### Hypocrisie des médias bourgeois

Les médias bourgeois de ce pays n'ont décidément pas peur du ridicule. Il y avait déjà longtemps que, sur les questions internationales en particulier, ils étaient devenus parmi les médias les plus ostensiblement serviles des pays « démocratiques » à l'égard de leur propre gouvernement. De fait, depuis la première guerre du Golfe en 1991 jusqu'à l'intervention contre le peuple afghan à l'automne 2001, en passant notamment par les bombardements contre les Yougoslaves en 1999 et toute une série d'opérations plus ou moins permanentes en Afrique, les grands médias officiels de ce pays nous avaient toujours habitués à une unanimité sans faille pour soutenir toutes les guerres menées par l'impérialisme français (que le gouvernement soit de droite ou de gauche), rivalisant alors d'arguties « juridiques » et « humanitaires » pour justifier les interventions les plus iniques contre les droits des peuples et les massacres les plus barbares de civils innocents.

Or les voilà soudain métamorphosés depuis quelques semaines (mais pour combien de jours encore ?) en partisans de la « paix », en « opposants » aux méchants Américains qui veulent bombarder l'Irak sans la caution de l'O.N.U. ! La valetaille médiatique serait-elle devenue indépendante à l'égard des puissants de ce monde et de la « pensée unique » de l'impérialisme, aurait-elle acquis du moins un esprit critique qu'on ne lui connaissait pas ? Hélas ! Nos soi-disant blanches colombes restent avant tout les vulgaires poulets clônés qui se contentent de suivre de leurs cacquets monocordes et autres cocoricos l'orientation théâtralement affichée par Chirac au nom des intérêts propres de l'impérialisme français (et il est à parier qu'une orientation opposée du président n'eût guère diminué la taille de son poulailler) ; ce même Chirac que ces mêmes médias nous avaient présenté en mai dernier comme le sauveur de la démocratie, et dont ils

font aujourd'hui, sans rire, le chef de file international des partisans de la paix, voire... l'organisateur en chef des manifestations gigantesques qui ont déferlé dans le monde entier le 15 février ! On comprend l'indignation bruyante de nos médias de basse-cour lorsque leur glorieux coq gaulois s'est fait traiter de ver de terre par un méchant journal britannique qui, quant à lui, a au moins le mérite de rester cohérent et fidèle à la position violemment va-t-en guerre qui a toujours été la sienne...

### Nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement français

Mais il ne faudrait pas nous prendre pour des pigeons. Les travailleurs et les jeunes ne doivent pas s'y tromper : ni le gouvernement français, ni les médias bourgeois à son service ne cessent d'être des fauteurs de guerre, de compter parmi les principaux ennemis du peuple irakien, et d'être les principaux ennemis que le prolétariat et la jeunesse ont à combattre en France. Non seulement ils restent ouvertement impérialistes et partisans des opérations militaires dès qu'il s'agit de la Côte d'Ivoire et des anciennes colonies africaines occupées depuis 120 ans par les troupes françaises meurtrières, pour mieux assurer le pillage des peuples-martyrs de ce continent ; mais en outre, tous sont d'accord, dans le cadre de la tout aussi sanguinaire O.N.U., pour exiger le « désarmement de l'Irak », pour menacer ce pays de représailles militaires s'il n'accepte pas le viol incessant de sa souveraineté nationale par les voyous de l'O.N.U., pour empêcher ce pays de vendre les richesses qu'il produit, pour resserrer l'embargo renouvelé chaque année par l'O.N.U. (dont la France), cette arme de destruction massive qui a fait depuis près de douze ans plus de morts, en particulier parmi les enfants, que n'en a faits, par exemple, la Seconde Guerre mondiale en France ou la totalité des guerres auxquelles les États-Unis ont participé depuis qu'ils existent. Gouvernement et médias français sont d'accord aussi pour

mettre en place à court terme un protectorat sur l'Irak et un plan de partition de ce pays, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du droit des peuples à faire leur propre expérience de la lutte politique, et à chasser eux-mêmes les dictateurs qui, tels Saddam Hussein, ont été mis en place et armés par les mêmes puissances impérialistes, et avec le soutien de la même O.N.U., qui veulent aujourd'hui s'en débarrasser.

Il est donc évident que le prolétariat et la jeunesse ne peuvent pas compter sur le gouvernement français, ni pour empêcher Bush de déclencher la guerre (la décision américaine est de toute façon déjà prise), ni pour mettre en place un véritable droit international (le prétendu « droit international » n'est qu'une mascarade hypocrite pour justifier les opérations impérialistes, l'institution d'un véritable droit international suppose une rupture radicale avec l'impérialisme, la construction d'une société socialiste à l'échelle mondiale), ni pour organiser une quelconque résistance à la guerre contre l'Irak.

### Le dilemme impérialiste de Chirac : veto ou pas veto ?

D'ailleurs, nul ne sait, à l'heure où ces lignes sont écrites, si Chirac utilisera ou non son droit de veto impérialiste au Conseil d'insécurité de la prétendue O.N.U. (repère mal famé où certains gros brigands ont plus de droits que les autres, sous prétexte qu'ils ont gagné une guerre il y a près de soixante ans, de Gaulle ayant réussi alors à s'imposer dans la cour des grands grâce aux Britanniques soucieux d'aider l'État français à se relever pour assurer ses responsabilités impérialistes en Europe et dans les pays coloniaux). Le dilemme de l'impérialisme français est le suivant :

- Ou bien Chirac met son veto, ce qui présente manifestement pour lui deux avantages importants à long terme, mais un inconvénient énorme dans l'immédiat : d'une part, la France en retirerait de probables bénéfices diplomatiques et impérialistes

(relations avec les pays arabes et musulmans ou certaines de leurs couches dirigeantes, renforcement de l'axe Paris-Berlin indispensable à la mise en place de la future constitution européenne destinée à rendre l'Union européenne plus puissante malgré ses divisions, c'est-à-dire à rendre les entreprises européennes plus compétitives sur le marché mondial, ce qui suppose de nouveaux instruments politiques et juridiques, voire policiers et militaires, pour des actions communes en interne et à l'extérieur) ; d'autre part, Chirac en sortirait renforcé sur le plan national, car cela lui permettrait de manipuler l'opinion publique massivement anti-guerre, et de relancer en particulier l'union sacrée lamentable scellée depuis le printemps 2002 avec la gauche plurielle (voire une partie de « l'extrême-gauche »), pour mener à bien l'ensemble des contre-réformes réactionnaires — donc socialement dangereuses — prévues par le gouvernement Raffarin contre les travailleurs et la jeunesse. Mais dans ce cas, l'inconvénient serait énorme et immédiat : malgré un veto français, l'intervention contre l'Irak aurait lieu, et les Américains, diplomatiquement affaiblis faute d'une caution de l'O.N.U., se vengeraient en excluant complètement la France du partage du gâteau irakien, qui est extrêmement appétissant aussi bien sur le court terme que, surtout, pour les années à venir (pétrole, contrats pour la reconstruction, occupation de l'Irak, emplacement géo-stratégique décisif) ;

• Ou bien Chirac ne met pas son veto, et alors il aurait le droit de participer au partage du butin irakien : même s'il ne peut de toute façon espérer qu'une petite part, elle ne serait nullement négligeable, notamment pour le long terme, car les Américains ont besoin de forces militaires et politiques supplétives pour exercer leur propre protectorat sur un nombre croissant de régions stratégiques du monde. Mais dans ce cas, non seulement Chirac se discréditerait sur la scène internationale (car toute une partie de l'opinion publique se fait des illusions sur sa détermination actuelle à prôner la « paix »), mais encore il décrédibiliserait la constitution d'une Europe politique fondée sur l'axe Paris-Berlin, aux dépens des besoins généraux et à long terme de l'impérialisme français ; par ailleurs, sur le plan national, il prendrait alors le risque de susciter un mécontentement d'autant plus grand

que le battage médiatique actuel présente « le Chi » comme un partisan de la paix, faisant croire à une certaine importance de la France au niveau international : la douche froide qu'une volte-face trop pitoyable de Chirac représenterait pour une partie de l'opinion qui se fait aujourd'hui des illusions ferait voler en éclats l'union sacrée (malgré les efforts du PS, du PCF et des dirigeants syndicaux pour la maintenir comme ils l'ont fait depuis le mois de mai), ce qui rendrait la situation sociale extrêmement périlleuse pour mettre en place les contre-réformes de Raffarin.

### **Pour l'indépendance de classe**

Quelle doit être la position des communistes révolutionnaires internationalistes ? Il est bien évidemment hors de question d'entrer dans ce dilemme impérialiste du veto. Quelle que soit la décision de Chirac, nous ne sommes pas pour un quelconque renforcement de l'impérialisme français, qu'il passe par des opérations militaires ou par des opérations diplomatiques. Au contraire, nous devons dénoncer toutes ces opérations pour ce qu'elles sont : qu'elles soient diplomatiques, stratégiques ou militaires, les opérations de l'impérialisme français partout dans le monde n'ont jamais pour but la paix et le bien-être des peuples, mais toujours la préservation de l'ordre néo-colonial, l'exploitation et le pillage des peuples, le soutien aux pires dictateurs et aux multinationales néo-esclavagistes. Le prolétariat et la jeunesse doivent donc se mobiliser pour saper, par leur lutte de classe, l'ensemble de la politique de Chirac, aussi bien sa politique internationale impérialiste que sa politique intérieure réactionnaire. Concrètement, cela signifie que, pour lutter contre la guerre aujourd'hui, les communistes révolutionnaires internationalistes doivent aider le prolétariat et la jeunesse à combiner leurs luttes dans les trois directions suivantes :

#### ***1) Contre la guerre, pour la défense de l'Irak, ouvrons la perspective de la grève générale***

Aujourd'hui, lutter contre la guerre, c'est défendre l'Irak face à l'agression impérialiste US et face à l'O.N.U., c'est défendre le droit de l'Irak à l'indépendance et à la souveraineté nationale pleine et entière (incluant le droit du peuple kurde opprimé à l'auto-détermination), c'est

clamer haut et fort le droit de l'Irak à se défendre par tous les moyens. Nous approuvons et soutenons toutes les opérations militaires défensives de l'armée irakienne, qui lui sont imposées par l'agression impérialiste ; par principe, nous sommes pour l'enlèvement et la défaite de l'intervention militaire US en Irak, et pour saper l'effort de guerre de tous les pays qui participent à l'opération ou qui soutiennent ses objectifs. Nous soutenons toutes les actions pouvant entraver l'effort de guerre impérialiste. Comme nous l'écrivions dans ces colonnes le mois dernier, nous nous battons pour que, partout où c'est possible, le combat unitaire contre la guerre pose la question de la grève générale, seule à même d'arrêter réellement l'agression impérialiste. Cette question est posée avant tout dans les pays qui interviennent militairement contre l'Irak, directement ou indirectement (rappelons d'ailleurs que, en ce qui concerne la France, elle a voté la résolution 1441 de l'O.N.U. qui permet de déclencher la guerre au moindre prétexte, elle mis sa base militaire de Djibouti à la disposition des États-Unis et elle contribue déjà, chaque jour, à espionner l'Irak, notamment avec ses avions, sous couvert d'inspection) ; mais elle l'est également dans ceux qui, sans intervenir militairement, soutiennent de toute façon, politiquement, en particulier à l'O.N.U., l'objectif même de la guerre, c'est-à-dire l'embargo et les sanctions contre l'Irak, le plan de partition et de protectorat, etc.

Partout, dans les usines, les quartiers, les universités, les lycées, les communistes révolutionnaires internationalistes doivent aider concrètement à réaliser l'unité contre la guerre, tout en essayant d'aller le plus loin possible dans la formulation des revendications anti-impérialistes, sans ultimatum, sans sectarisme, mais sans le moindre opportunisme à l'égard de Chirac et de l'O.N.U. Sur cette ligne, partout, pour réaliser l'unité, pour aider à l'organisation des travailleurs et des jeunes inorganisés qui sont massivement opposés à la guerre, il est nécessaire de participer à la constitution de comités de mobilisation unitaires, intégrant les organisations syndicales et politiques qui le souhaitent et qui combattent réellement contre la guerre.

#### ***2) Tous ensemble, menons la guerre sociale contre Chirac-Raffarin***

### **3) *Tous ensemble, soutenons la résistance nationale et le combat de classe des travailleurs irakiens***

La lutte contre la guerre doit être impérativement combinée avec le combat pour l'exacerbation de la lutte de classe en France même. Car il ne s'agit pas uniquement de s'opposer au massacre d'un peuple. Il s'agit également de nous défendre nous-mêmes, ici, en France, de défendre nos revendications et nos intérêts, que le gouvernement voudrait fouler aux pieds en utilisant le contexte de crise économique, de guerre et d'union sacrée. Nous devons contribuer au combat unitaire pour défendre le système des retraites par répartition et exiger le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous et pour mettre en échec la régionalisation de Raffarin (cf. notre dernier numéro), pour empêcher les licenciements de plus en plus massifs (cf. notre article p. ), pour défendre les revendications des enseignants, des lycéens et des étudiants (cf. notre article pour la grève du 18 mars, p. 16), pour lutter contre les lois liberticides et anti-immigrés de Sarkozy (cf. notre article p. ), etc. Là encore, la multiplicité des fronts du combat de classe n'exige-t-elle pas d'ouvrir enfin la perspective de la grève générale, seule à même de faire reculer ce gouvernement ?

On sait que, pour préparer la guerre, le gouvernement irakien est en train de distribuer à la population toutes les armes dont il dispose ; de leur côté, les Américains aident les nationalistes bourgeois kurdes à armer les Kurde irakiens, manipulant les aspirations nationales de celui-ci pour préparer une nouvelle guerre ethnique à la yougoslave et « justifier » ainsi leur plan de partition de l'Irak. Face à cela, nous devons soutenir et encourager la résistance unitaire des travailleurs irakiens et kurdes en armes contre l'invasion impérialiste, mais en les appelant à ne compter que sur leur propre organisation et sur leur indépendance à l'égard de Saddam Hussein et de tous leurs dirigeants milliardaires, bourgeois et propriétaires fonciers. Ces derniers, qui exploitent et oppriment le peuple, préféreront renoncer à toute indépendance nationale plutôt que de perdre leurs positions sociales ; dès que les impérialistes occuperont le pays, ils entreront massivement dans la collaboration ouverte ; seul le prolétariat en armes, allié aux paysans pauvres et à l'ensemble des partisans

de la résistance nationale, pourra mener jusqu'au bout le combat contre l'intervention impérialiste, rétablir l'indépendance nationale et la souveraineté de l'Irak, et respecter le droit du peuple kurde l'auto-détermination. Les travailleurs d'Irak vont devoir mener une longue et opiniâtre nouvelle guerre de libération nationale ; ils vont devoir constituer leurs propres organisations leurs propres milices, leur propre armée, en toute indépendance, y compris à l'égard des fractions de la bourgeoisie qui entreront peut-être en résistance ; ils vont devoir combiner à la réalisation de ces tâches leur combat de classe pour la réforme agraire et pour le contrôle ouvrier sur l'industrie nationale ; en même temps, la convocation d'une Assemblée nationale constituante rassemblant leurs représentants élus, mandatés et révocables, sera à l'ordre du jour, pour décider la forme démocratique et le contenu social de la République d'Irak, de la République du Kurdistan (indépendante ou fédérée, selon le souhait du peuple kurde), posant par là même la question d'une fédération socialiste des États du Moyen-Orient.

**Ludovic Wolfgang**

## **OUVRONS LA DISCUSSION : COMMENT AIDER LA MOBILISATION ANTI-GUERRE ? Quelques remarques sur les lignes de la L.C.R., du P.T. et de L.O.**

Le 15 février, dans le monde entier, des millions de manifestants ont dit leur opposition à la guerre. En France, nous étions plus de 250 000 à Paris, des dizaines de milliers en province et, un peu partout, dans les quartiers, les facs, les lycées, fleurissent des comités contre la guerre, qui rassemblent les groupes ou les militants locaux de diverses organisations politiques et syndicales et des inorganisés. En Italie, en Angleterre, où les manifestations ont été gigantesques, des militants arrêtent les convois militaires et des cheminots refusent de conduire ces trains-là. Aux États-Unis mêmes, les étudiants multiplient les actions contre la guerre, y compris par des actions de grève comme le 5 mars, et les syndicats sont de plus en plus nombreux à rejoindre l'appel *US Labor Against War*, appel relayé par des centaines d'organisations syndicales de tous les

pays, représentant à elles seules 130 millions de syndiqués...

Mais en même temps, partout aussi, les travailleurs et les jeunes se demandent : peut-on vraiment empêcher la guerre ? Comment faire ?

Pour se donner les moyens d'empêcher la guerre, il faut, écrivions-nous dans notre précédent numéro, combattre en France pour l'unité des travailleurs, de la jeunesse et de leurs organisations syndicales (C.G.T., C.G.T.-FO, F.S.U., S.U.D., C.N.T...) et politiques (à commencer par les organisations comme L.C.R., L.O., P.T., les courants de gauche du P.C.F., les groupes anarchistes, etc.). Selon nous, il est nécessaire, tout en participant activement à toutes les actions contre la guerre, de tracer dès à présent la seule perspective réaliste pour arrêter la guerre : celle de la grève générale politique contre la guerre, contre le gouvernement et pour

les revendications. Tout travailleur, tout jeune est en droit de se demander : que proposent les directions des organisations pour lutter contre la guerre impérialiste en Irak ? Que font-ils pratiquement pour l'empêcher ?

Au titre d'une contribution à la discussion, nous souhaitons aborder ici quelques problèmes politiques posés selon nous par la ligne respective des trois principales organisations qui se réclament de la IVe Internationale dans ce pays, et qui constituent aujourd'hui des forces réelles, puisqu'elles regroupent à elles trois environ 15 000 militants, elles ont recueilli plus de 11% des voix lors de la dernière présidentielle, et elles possèdent un poids important dans les syndicats et des associations diverses. Nous avons nommé la L.C.R., le P.T. et L.O.

**Que fait la direction de la LCR ?**

Sur la question de la guerre comme sur les autres, la L.C.R. persiste et signe dans sa ligne opportuniste, droitière, sans principes. Dans la continuité de son appel à voter pour Chirac au second tour de l'élection présidentielle, la L.C.R. compte avant tout sur le veto français pour faire obstacle à la guerre et essaie d'orienter sur cette ligne le mouvement anti-guerre. Ainsi l'éditorial de *Rouge* paru le 27 février ne parle-t-il pas une seule fois de la responsabilité de l'O.N.U. et de la France en particulier dans la guerre mené contre le peuple irakien par l'intermédiaire de l'embargo ; il ne dénonce pas une seule fois Chirac, ses intérêts propres dans cette affaire et son hypocrisie ; il ne parle pas de l'intervention impérialiste en Côte d'Ivoire ; il ne propose aucune analyse de classe, aucune perspective de lutte de classe ; il n'évoque même pas la nécessité de multiplier les actions pour bloquer l'acheminement du matériel de guerre, les arrêts de travail et les grèves contre la guerre ; il se contente d'appeler à manifester... « pour exiger de nos propres gouvernants qu'ils utilisent tous les moyens à leur disposition pour s'opposer à la volonté belliqueuse de Washington. Y compris par l'utilisation du droit de veto français au Conseil de sécurité de l'O.N.U. ! » Bref, comptons sur notre gentille bourgeoisie nationale contre les méchants Américains, et cantonnons le rôle des mobilisations populaires à une sorte de lobbying soft ! Rappelons-le, il s'agit de l'éditorial du journal central de la L.C.R., donc de la ligne officielle de l'organisation. C'est d'ailleurs exactement la même ligne qui est exprimée dans le tract d'appel de la L.C.R. à la manifestation du 5 mars. Drôle de politique pour une organisation qui se dit « communiste révolutionnaire » ! — Certes, un autre article, en p. 11 du même numéro, mentionne et soutient les actions de blocage des convois militaires, et va jusqu'à dire qu'« une nouvelle journée européenne, voire une grève générale, pourrait voir le jour » ; mais que propose-t-il pour que cette possibilité devienne réalité ? Rien d'autre que d'attendre gentiment... que la soi-disant « Confédération européenne des syndicats » (C.E.S.) le décide ! Les bureaucrates de la C.E.S., instruments de la réaction maastrichtienne, suppôts de la convention présidée par Giscard pour la réforme de l'Union européenne, partisans des privatisations et de la casse des

services publics en Europe... pourraient faire quelque pas que ce soit pour organiser la lutte contre la guerre ? On devrait attendre leur feu vert pour préparer la grève générale contre la guerre ? On croit rêver. — Enfin, un troisième article, figurant également en p. 11, est beaucoup plus correct. Après avoir rappelé le slogan central des collectifs étudiants contre la guerre (« *ONU ou pas, cette guerre on n'en veut pas !* »), il poursuit : « *Nous devons renforcer le sentiment au sein du mouvement [anti-guerre] que seule notre mobilisation pourra stopper cette guerre. Chirac, qui fait la guerre en Côte d'Ivoire, ne s'oppose aux Etats-Unis que pour défendre les contrats de pétroliers français comme Total en Irak. (...) Alors que la période des manœuvres diplomatiques s'achève pour laisser place aux bombardements, le prochain objectif doit être à la hauteur de la situation. En cas d'attaque sur l'Irak, la réaction doit être immédiate. Le soir même : manifestation dans toutes les villes et grève générale sur les facs et les lycées !* ». En fait, le dernier article est écrit par un jeune des J.C.R. Or, de fait, les positions des J.C.R. sont beaucoup plus correctes que celles de la grande sœur L.C.R., et les militants jeunes s'investissent très activement dans les comités anti-guerre (ce qui n'est le cas que d'une minorité des militants L.C.R.)

Mais alors, comment expliquer un tel double langage dans l'organe central de la L.C.R. ? D'un côté, on fait croire aux jeunes, comme pour les séduire, qu'on est une organisation communiste révolutionnaire ; d'un autre côté, on oriente les militants formés dans le marais opportuniste droitier... Serait-ce pour achever la transformation de la L.C.R. en « pôle de radicalité », « 100% à gauche », voire ministérialisable comme au Brésil ou dans les rêves déclarés de Besancenot, mais en tout cas certainement plus marxiste, léniniste et trotskyste ?

Dès lors, n'est-il pas nécessaire pour les centaines de camarades de la J.C.R. et de la L.C.R. elle-même qui sont d'authentiques révolutionnaires, qui voient dans ces organisations des organisations révolutionnaires, qui veulent ou voudraient une orientation politique révolutionnaire, de lancer un combat politique contre leur vieille direction centriste d'origine pabliste, rompue depuis trente-cinq ans et plus à la canalisation opportuniste des aspirations révolutionnaires des jeunes et des militants, incorrigiblement

petite-bourgeoise, manifestement irredressable ?

### Que fait la direction du PT ?

Le P.T. explique plutôt correctement qu'on ne saurait faire confiance à Chirac, à l'O.N.U. ou à l'Europe pour s'opposer à la guerre, et il fait le lien avec la lutte de classe pour les revendications. Mais il tisse ce lien de manière très artificielle, essayant d'attirer le combat contre la guerre dans l'ornière pacifiste et dans une orientation purement trade-unioniste (para-syndicale). Prenons par exemple l'article en p. 2 du n°577 d'*Informations ouvrières*, consacré à la guerre. Il commence par les couplets habituels et vides de sens sur la « *crise du régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production* » et sur « *les bases mêmes de la civilisation humaine* », couplets qui, au P.T., tiennent lieu d'analyse de la situation. Mais finalement, quelle orientation propose le P.T. ? Comme d'habitude, il se contente d'appeler à la défense des acquis sociaux et de l'indépendance des syndicats par rapport à l'Union européenne et au gouvernement, ce qui est certes l'une des conditions d'une orientation juste, mais qui ne saurait évidemment constituer à elle seule l'orientation politique d'un parti ouvrier, encore moins d'un parti censé se réclamer (les jours de fête) du combat pour le socialisme. — « *Non à la guerre* », dit aussi le journal du P.T. Certes. Mais encore ? Comment, par quels moyens d'action ? Il n'y a aucun appel de l'Entente internationale des travailleurs, dont est membre le P.T., à bloquer les convois militaires, aucun appel à des arrêts de travail, aucune perspective de grève politique contre la guerre. Certes, *I.O.* parle constamment de « l'unité » ; on peut même dire que personne n'en parle autant que le P.T. ; mais de là à agir en ce sens, c'est une autre histoire. Dans la pratique, les militants du P.T. ne participent à aucune action unitaire, ils ne construisent pas les comités contre la guerre, préférant abandonner ce travail aux autres organisations (la direction invoquant pour justifier cette ligne l'opportunisme de celles-ci !). En un mot, les militants du P.T. renoncent par avance au combat politique dès qu'ils ne le dirigent pas. À l'exception des activités de leur propre parti (meetings, conférences internationales de syndicalistes, réunions de « comités » entièrement orientés et dirigés par le P.T.), les militants du

P.T. ne déploient aucune activité politique, ils ne prennent jamais d'initiatives, la direction leur fait consacrer le plus clair de leur temps militant à leurs activités syndicales, au lieu de combiner celles-ci avec l'activité de politique. Pour les « lambertistes », tout le reste n'est, comme disait Lassalle en son temps, qu'une « masse réactionnaire ». Sauf, évidemment, les syndicalistes réformistes « indépendants » de la C.G.T. et surtout de F.O. (pour être considéré comme un « syndicaliste indépendant » par le P.T., il suffit de refuser la transformation de son syndicat en instrument de destruction des acquis sociaux). Dans ce cas, cela change tout. C'est même *en fonction* de l'état d'esprit de ces syndicalistes que la direction du P.T. construit sa stratégie. En ce qui concerne la question de la guerre, cela le conduit à une attitude qui frise la schizophrénie : autant, au niveau de son activité internationale, il a toujours incité les syndicats avec qui il travaille à se prononcer contre la guerre (l'Entente internationale est née ainsi au moment de la première guerre du Golfe), autant, sur le plan français, la question de la guerre a toujours été considérée comme le « domaine réservé » du parti, les militants du P.T. ne devant surtout pas en parler dans leurs syndicats, en particulier à F.O., afin de ne pas y « faire de politique » — prétexte qui cache mal la volonté de ne pas se mettre en porte-à-faux avec les réformistes, pour mieux garantir la routine du travail commun quotidien.

De fait, jusqu'au mois de février, les militants du P.T. n'avaient jamais proposé de résolutions contre la guerre dans les nombreux syndicats F.O. (et C.G.T.) ; dans *I.O.* n°574, la C.F.D.T. est épinglée (à juste titre) pour en avoir appelé à l'O.N.U. ; mais rien n'est jamais dit contre la confédération F.O., pour qui la guerre semble ne pas exister<sup>1</sup>... La couardise des appareils

<sup>1</sup> Exemple : des camarades lambertistes (au nom de l'indépendance parti/syndicat !), lors de tel congrès de tel syndicat départemental qu'ils dirigent, ont tenté de s'opposer à une résolution contre la guerre proposée par des militants CRI. Cette résolution ayant été finalement maintenue, les camarades lambertistes ont tout fait pour en arrondir les angles et surtout pour en ôter toutes propositions d'action concrètes ; finalement, certains votèrent pour, d'autres s'abstinrent... Par la suite, la résolution resta évidemment lettre morte, le syndicat départemental n'appela à aucune action concrète contre la guerre, pas même à la manifestation du 15

syndicaux français sur la question de la guerre est pourtant certainement la principale raison pour laquelle les manifestations anti-guerre de France sont beaucoup moins nombreuses que celles de l'Espagne, de l'Italie, et de la Grande-Bretagne notamment, où les syndicats ont massivement mobilisé contre la guerre. Mais cette contradiction entre l'orientation internationale des « lambertistes » et leur activité en France devenait intenable. Sous la pression de leurs propres contacts syndicalistes, qui sont de plus en plus nombreux à s'opposer à la guerre, mais surtout pour les besoins de leur activité internationale elle-même, les lambertistes viennent, pour la première fois, d'engager des syndicats F.O. et C.G.T. qu'ils dirigent dans des prises de position anti-guerre, afin de relayer l'appel des syndicats américains *US Labor against War* (mouvement auquel les lambertistes américains, moins paralysés par la tradition « apolitique » de F.O. que leurs camarades français, ont contribué). On ne peut que se féliciter du succès rencontré par cet appel grâce à toute une fraction du mouvement syndical américain, mais aussi grâce à l'appui du réseau syndical international auquel se ramène de plus en plus le lambertisme comme courant politique (cf. *I.O.* n°578 du 26 février pour la liste des syndicats signataires de l'appel américain). Mais, ici comme ailleurs, ce succès de la politique trade-unioniste (para-syndicale) et purement pacifiste des lambertistes ne palliera ni l'absence de toute orientation *politique* (orientation révolutionnaire de transition), ni, par conséquent, l'isolement et l'invisibilité politique totale du P.T. en tant que parti politique. En particulier, se pose la question de savoir ce que la direction du P.T. va faire de ce succès. Et d'abord en France. Va-t-elle engager sérieusement dans le combat contre la guerre tous les syndicats dirigés par des militants du P.T., au risque d'ouvrir un conflit avec l'appareil réformiste ? Va-t-on enfin voir les syndicats F.O. et C.G.T. dirigés par les lambertistes dans les manifestations contre la guerre ? Va-t-on les voir décider par leurs instances des textes appelant les travailleurs à la mobilisation, jusqu'à la grève, pour arrêter la guerre ? Le P.T. comme parti va-t-il enfin proposer des actions unitaires aux autres organisations syndicales et politiques ? Va-t-il enfin mettre en avant la perspective de la grève générale politique contre la

février...

guerre, en relation avec l'ensemble de la situation politique (licenciements massifs, régionalisation, attaque contre les retraites, lois sécuritaires, etc.) ?

Malheureusement, il semble clair que la direction ne s'engagera pas sur cette voie, qui constituerait une mise en cause radicale l'orientation purement parasyndicale et routinière qui est la sienne depuis des années. Il reviendra tôt ou tard aux camarades qui voient encore dans le C.C.I.-P.T. des organisations révolutionnaires d'engager le combat pour une ligne réellement révolutionnaire (sur la base d'un vrai « programme de transition ») et de faire par eux-mêmes l'expérience du caractère manifestement irrédressable de la direction centriste sclérosée du C.C.I.-P.T.

### Que fait la direction de L.O. ?

Dans sa presse, la direction de L.O. défend verbalement une position correcte, elle dénonce patiemment, pédagogiquement, le rôle de l'O.N.U. et les manœuvres de Chirac, refusant, comme en mai dernier, l'union sacrée derrière l'appel au veto. Mais elle s'en tient là. Certes, elle continue d'envoyer ses militants prêcher la bonne parole aux travailleurs et aux jeunes, mais en aucun cas ils ne prennent l'initiative de regroupements politiques des travailleurs, ne s'investissent dans la construction unitaire du mouvement contre la guerre, dans la constitution de comités *ad hoc*, dans les syndicats, dans l'appel à de vraies actions contre la guerre (blocage des trains et des bateaux acheminant le matériel de guerre, grève dans les usines d'armement, arrêt de travail, grève partout ailleurs...). De son appréciation formellement correcte de l'impérialisme, L.O. ne tire aucune conclusion pratique, sinon, comme d'habitude, qu'il n'y a rien d'autre à faire que d'attendre, en continuant le travail routinier de diffusion du journal et les discussions individuelles avec des sympathisants. Comment la direction de L.O. justifie-t-elle une telle passivité ? Les travailleurs et les jeunes, dit-elle, seraient encore et toujours démoralisés, pas prêts à se battre, « pacifistes », pas révolutionnaires, etc. Des millions défilent contre la guerre, des milliers s'organisent dans des comités anti-guerre, des centaines de milliers manifestent contre la destruction de leurs retraites, les salariés d'EDF-GDF viennent d'imposer une défaite cinglante au gouvernement et aux

bureaucraties syndicales qui veulent liquidier leur régime de retraite et privatiser l'entreprise... mais pour la direction L.O., il ne se passe absolument rien, son baromètre mesurant l'état d'esprit des masses est manifestement sur zéro depuis trente ans et plus. La direction de L.O. attend que de « grands événements » tombent du ciel et, en attendant, elle ne prend pas la moindre initiative et fait retomber la responsabilité de sa propre démoralisation et de sa propre passivité sur les masses. Voilà qui est bien loin d'une politique révolutionnaire, faisant des analyses politiques un tremplin pour l'intervention active dans la lutte aux côtés des exploités et des opprimés. Car, à quoi peut bien servir un parti, s'il ne peut rien faire d'autre que de commenter impuissant les événements, sans chercher la voie pour influencer leurs cours en faveur des exploités et des opprimés ?<sup>2</sup> Les camarades de L.O. devront tôt ou tard se battre contre cette ligne de leur direction pétrifiée et prendre conscience que des décennies de passivité et de démoralisation ne peuvent forger une direction capable de progresser réellement sur la voie de la construction du parti communiste révolutionnaire.

---

<sup>2</sup> À dire vrai, la direction de L.O. ne reste pas... absolument inactive : de même qu'Alain Krivine, responsable de la L.C.R., les trois députés de L.O. au Parlement européen viennent de *s'abstenir (sic)* sur le vote d'une résolution qui était pourtant, selon leurs propres termes, une résolution « *faussement pacifiste et humaniste, dont le seul but est de dédouaner les bonnes âmes parlementaires tout en justifiant à l'avance les menées bellicistes de Bush et des impérialismes complices qui lui emboîteront le pas* » (explication de vote de Bordes, Cauquil et Laguiller, Parlement européen, séance du 30 janvier 2003, source : compte-rendu in extenso des séances consultables sur [www.europarl.eu.int/home/default\\_fr.htm](http://www.europarl.eu.int/home/default_fr.htm)). De fait, cette résolution se place entièrement sur le terrain de l'O.N.U. et est complètement pourrie, comme à peu près toutes les résolutions adoptées par le Parlement européen. Est-il bien correct de dénoncer d'un côté, à longueur de colonnes, à juste titre, l'hypocrisie de Chirac et de l'O.N.U. et, d'un autre côté, de ne pas voter contre une résolution pourrie du Parlement des impérialistes européens ?

# CRIMINALISATION DE LA JEUNESSE ET DES PAUVRES, LOIS ANTI-IMMIGRÉS : L'ÉTAT BOURGEOIS À L'ŒUVRE

## Une longue liste de lois anti-immigrés de droite et de gauche

Au cours des vingt-deux dernières années, une douzaine de lois est venue renforcer le dispositif de lutte contre les immigrés : c'est d'abord gouvernement PS-PCF qui a légalisé les centres de rétention administrative (la loi Deferre de 1981), qui a instauré les certificats d'hébergement (loi Badinter de 1982), introduit les contrôles d'identité (circulaires de 1984), qui a limité le regroupement familial et le renouvellement des titres de séjour (lois de juillet 1984). C'est ensuite le gouvernement RPR-UDF qui a multiplié les embûches administratives (en particulier pour l'obtention du visa d'entrée sur le territoire), autorisant la reconduite immédiate à la frontière en cas de menace à l'ordre public, et prolongeant à un an le délai de naturalisation en cas de mariage. C'est à nouveau un gouvernement RPR-UDF qui a modifié le code de la nationalité pour les jeunes nés en France de parents étrangers, tout en portant à deux ans le délai de naturalisation des conjoints étrangers ; puis qui a fait les lois Pasqua d'août 1993 autorisant les contrôles d'identité au faciès, restreignant le droit au regroupement familial et les conditions d'octroi du statut de demandeur d'asile ou les lois de décembre 1994 (lois Debré), créant des lieux de rétention pour les étrangers dans les zones de transport international. Ensuite, après les élections législatives de 1997 et l'arrivée au pouvoir de Jospin, celui-ci qui avait promis d'abroger les lois Pasqua-Debré les a en fait aménagées, les durcissant sur certains points, notamment en allongeant la durée de rétention administrative. Le peu de sans-papiers effectivement régularisés l'ont été toujours au cas par cas, méthode qui permet à la police de fichier les autres sans-papiers et de les expulser. Les charters inventés par Pasqua fonctionnent sous Jospin à plein régime : 10000 expulsions par an en moyenne ! À cela s'ajoute le dispositif de l'espace Schengen aménageant un système commun de contrôle de l'entrée et du séjour des étrangers dans les pays de l'Union européenne. Pendant ce temps, les

patrons n'en continuent évidemment pas moins d'exploiter ces étrangers dont la situation est ainsi fragilisée à l'extrême, de sorte qu'ils fournissent une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci, souvent embauchée de manière illégale.

## Loi Sarkozy : haro sur les jeunes et les pauvres

Les dispositifs légaux organisant la répression policière ne cessent eux aussi d'être renforcés. Dans la continuité de son prédécesseur Vaillant et de son projet de loi sur la sécurité quotidienne, la nouvelle loi sur la sécurité intérieure de Sarkozy, relayée avec zèle sur le terrain par un nombre sans cesse croissant de policiers, s'en prend à la fois aux gens du voyage, aux mendiants, aux prostituées, aux jeunes et aux étrangers. En effet, les véhicules des gens du voyage et leurs permis peuvent leur être supprimés s'ils occupent un terrain sans autorisation, alors que la loi qui oblige les communes à les recevoir sur un terrain aménagé n'est que rarement appliquée ; la mendicité dite «agressive» est aussi réprimée, le texte permettant d'assimiler à une «agression» le simple fait d'être pour un mendiant d'être accompagné d'un chien ; pour les prostituées, est considéré comme du racolage le fait d'être habillée d'une façon suggestive, qui peut coûter jusqu'à six mois d'emprisonnement et 2750 euros d'amende ; le rassemblement dans les halls d'immeuble est réprimé aussi, alors que bien évidemment rien n'est fait pour mettre des locaux à la disposition des jeunes des cités ; quant à la fermeture de certains camps de rétention, elle n'a évidemment pas pour but de permettre un accueil décent et digne des immigrés sur le territoire national, mais de les laisser errer dans les rues à la merci des rafles de police... et de condamnations pour mendicité, pour occupation de halls d'immeubles, etc... Ajoutons à cela le prolongement de la garde à vue jusqu'à 96 heures d'affilée en cas de criminalité «organisée» (à plusieurs) ; l'attente de la 36e heure pour un entretien avec un avocat ; les possibilités de fouille des véhicules et

de perquisition de domicile sans commission rogatoire du procureur ; des peines de cinq ans de prison et 75000 euros pour menaces ou insultes à un policier, à un gardien d'immeuble ou à une personne «chargée d'une mission de service public» ou même à une personne habitant habituellement chez un de ces fonctionnaires !

## Une violence de classe

Ce gouvernement au service des patrons ajoute à la violence sociale du système capitaliste et de son cortège de chômage et de précarité, la violence policière. Cette violence est une violence de classe. L'État bourgeois inclut nécessairement des dispositifs de répression : contre les «classes dangereuses», contre des peuples, contre la jeunesse révoltée il doit défendre la propriété capitaliste, permettre aux capitalistes de licencier, de privatiser, tout en exploitant la classe ouvrière, les peuples dominés, la jeunesse. Actuellement, alors que les licenciements se multiplient, que les attaques contre les droits et les acquis des travailleurs sont la priorité du gouvernement, ces dispositifs sécuritaires et ces démonstrations de force très médiatisées sont un avertissement clair aux travailleurs et aux jeunes révoltés. L'organisation politique payera car elle pose seule la question du pouvoir, c'est-à-dire du gouvernement qui pourrait faire respecter les droits des étrangers, des jeunes, des femmes, etc. Contre le racisme et la répression l'unité des opprimés français ou étrangers, l'unité des expulsés et des exploités, l'unité de classe est la seule solution, elle passe par l'unité des organisations sur des mots d'ordre simples :

### Régularisation collective de tous les sans-papiers

**Démantèlement de la BAC** qui réprime avant tout les jeunes et qui dispose des flash-balls testés sur la jeunesse palestinienne

### Fermeture des camps de rétention administrative

**Réquisition des logements vides** pour abriter les réfugiés,

### Abrogation des accords de Schengen Abrogation de toutes lois anti-immigrés

**Abrogation des lois sur la sécurité  
intérieure.**

**Paul Lanvin**

## Où en est l'agriculture africaine ?

Aujourd'hui encore, à cause de la sécheresse nous dit-on, la famine menace 40 millions de personnes en Afrique. Alors qu'elle occupe une place centrale dans l'économie africaine (30% du PIB, 70% de la population active s'y consacre), l'agriculture ne permet pas de nourrir l'ensemble de la population. L'Afrique reste fortement dépendante de l'extérieur pour son alimentation (la consommation dépasse de 30% la production). Les difficultés naturelles (climat, pauvreté des sols) ne sont pas compensées par les progrès techniques, même aussi élémentaires que l'irrigation, auxquels une grande partie des paysans n'a pas accès ; la productivité à l'hectare est 30 fois moindre en Afrique que dans les pays industrialisés. Et la situation ne semble pas devoir s'arranger : l'Afrique est la seule région du globe où la production alimentaire par habitant a diminué au cours de ces 40 dernières années.

Cette situation catastrophique contraste on ne peut plus fortement avec l'agriculture occidentale. Cette dernière connaît régulièrement des crises de « surproduction », ce qui dans la logique capitaliste implique des destructions de stocks et mises en jachère de sols. C'est que l'agriculture occidentale profite pleinement des derniers développements des biotechnologies. La recherche sur les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) avance, d'autres innovations apparaissent aussi ; elles peuvent, selon leurs promoteurs, améliorer la productivité des sols et diminuer le recours nécessaire aux engrais. L'absence de dangers écologiques et sanitaires de la production et de la consommation d'OGM est encore incertaine, et il est indispensable que des recherches scientifiques, indépendantes des intérêts capitalistes et de leurs relais, soient menées avant que ces nouvelles méthodes soient généralisées. Mais même dans l'hypothèse où les garanties scientifiques seraient obtenues, il est déjà certain que ces progrès ne feraient qu'accentuer le retard de l'agriculture africaine. La recherche dans ce domaine est en effet principalement l'œuvre de grands laboratoires privés, dont il n'est guère étonnant qu'ils veulent avant tout rentabiliser ces recherches longues et coûteuses. La cible de ces laboratoires est donc les grosses exploitations agricoles

exportatrices ; cela signifie que les cultures africaines de subsistance ne sont pas concernées par ces recherches. En outre, les résultats obtenus sont principalement la création d'espèces protégées aux insecticides et herbicides (d'ailleurs souvent fabriqués par ces mêmes entreprises), bien loin des préoccupations des agriculteurs africains que sont le manque d'eau et la dévastation des cultures par les virus locaux. Il apparaît au contraire que ce marché des OGM, contrôlé par quelques multinationales semencières, ne peut que détruire un peu plus l'agriculture africaine. Monsanto, le leader sur ce marché, avait par exemple développé dans les années 90 une semence Terminator : la plante récoltée ne pouvait alors pas produire de graine, ce qui interdisait les « semences de ferme » (procédé massivement utilisé en Afrique car plus économique, consistant à utiliser une partie de la récolte pour le semis de la récolte suivante). En apparence revenues de telles extrémités, les multinationales utilisent aujourd'hui l'arme du brevet : les graines récoltées par les agriculteurs, protégées par d'innombrables brevets, doivent être payées au semencier avant de pouvoir être utilisées pour le semis. D'autre part, la production en laboratoire de plantes jusque là typiquement africaine menace plus encore la subsistance des petits producteurs locaux dont c'était la seule ressource (par exemple les producteurs de vanille au Madagascar et en Ouganda).

Pourtant, ces grosses multinationales semencières, principalement américaines, ne peuvent pas ignorer l'Afrique. Leurs recherches, coûteuses, doivent être rentabilisées ; or les marchés les plus solvables, l'Europe et le Japon, leurs sont fermés pour cause de moratoire sur l'importation d'OGM. Avec l'aide des organisations soit disant humanitaires de l'impérialisme (le PAM - Plan Alimentaire Mondial, la FAO - Organisations des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), ces multinationales utilisent l'Afrique pour contourner ces résistances. En effet, devant l'imminence de la famine en Afrique australe, le PAM a « proposé », en août 2002, 20000 tonnes de maïs transgénique au titre de l'aide alimentaire. L'intérêt est évident pour les semenciers : il s'agit de créer

un état de fait sur la non-dangerosité des OGM, et ainsi une pression morale pour pénétrer les marchés européens et japonais (notons que ces mêmes semenciers disposent toujours de maïs traditionnel pour leurs clients solvables qui peuvent se permettre le luxe de la prudence). Les pays concernés, réticents à accepter cette aide, sont pris en otage : une règle de l'Organisation Mondiale de la Santé veut qu'on ne puisse refuser une nourriture considérée comme consommable par le donateur ; la FAO, contre toute réalité scientifique, assure que cette aide alimentaire est sans danger à la consommation. Finalement, la Zambie a refusé cette aide (et pendant ce temps, dans ce pays, des villageois affamés sont poussés à piller ces réserves en attente), le Zimbabwe hésite et le Malawi a accepté, à condition que le grain soit rendu impropre aux semences pour ne pas se fermer les portes de l'exportation vers l'Europe. Cette dernière préoccupation semble étonnante. Même au bord de la famine, les pays africains continuent à exporter leur production agricole. C'est la preuve qu'à côté des petits agriculteurs qui produisent pour leur subsistance, existent aussi des gros propriétaires qui exportent vers des marchés solvables. Peu importe pour les gouvernements si ces exportations s'accompagnent d'une misère accrue pour la majorité de la population, elles permettent un afflux de devises étrangères indispensables au sacrosaint paiement de la dette, par l'intermédiaire de laquelle les pillards internationaux étouffent l'économie africaine. Pour que l'agriculture africaine soit au service de la population africaine, il est urgent de mener à bien une réforme agraire et de chasser les gros exploitants qui se sont bien souvent accaparés les terres les plus riches à l'époque coloniale. L'exemple du Zimbabwe est à ce titre particulièrement instructif. Revenue sur le devant de la scène avec la visite du président zimbabwéen Mugabe à l'occasion du sommet France Afrique, l'expropriation des propriétaires fonciers blancs, qui possédaient jusqu'en 1999 70% des meilleurs terres alors qu'ils ne représentent que 1% de la population, a soulevé l'indignation de la bourgeoisie occidentale toujours prête à défendre le « droit de l'homme » à la propriété

privée de la terre, afin qu'il puisse l'exploiter à son profit. Il ne s'agit bien sur pas ici de soutenir Mugabe : ces expropriations ne sont survenues qu'après 20 ans d'une longue attente pour les masses paysannes, pendant laquelle Mugabe, premier ministre puis président, jouait au bon élève de la décolonisation, conjuguant indépendance formelle et maintien de la domination du colonisateur britannique. Aujourd'hui, poursuivant le plan de « libéralisation » de l'économie zimbabwéenne du FMI, avec lequel il a pourtant rompu, Mugabe prétend accélérer les privatisations. Mais il est tout de même incontestable que ces actions ont apporté un grand espoir de changement chez les masses paysannes de pouvoir enfin accéder à la terre. Ces réquisitions profitent

encore pour le moment principalement aux proches soutiens de Mugabe, qui s'assurent ainsi de leur loyauté ; il est donc indispensable que cette réforme agraire soit poursuivie, y compris sous forme d'appropriation collective comme c'est possible pour les grandes fermes industrielles zimbabwéennes à fort rendement.

- Halte à la dictature des multinationales sur l'agriculture africaine. Pour des organismes de recherche agronomique publiques qui permettent le développement de l'agriculture africaine. Pas un sou pour le paiement de la dette, la lutte contre la famine avant tout.
- Pour une aide alimentaire d'urgence et de qualité pour

l'Afrique. Non à l'hypocrisie humanitaire de l'ONU qui soutient les multinationales semencières. Que les gouvernements occidentaux qui se disent préoccupés par le sort de l'Afrique commencent par annuler la dette par laquelle ils participent à son pillage.

- Pour l'expropriation des gros propriétaires coloniaux au Zimbabwe et pour son extension. Pour la réforme agraire. Pour le regroupement des petits producteurs en coopératives pour pouvoir profiter des progrès techniques.

Frédéric Traille

**VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?  
Vous vous retrouvez dans ce que nous disons dans ce journal, vous voulez en discuter ?**

**ALORS CONTACTEZ-NOUS ! (06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr))**

**DEMANDEZ NOTRE *PROGRAMME CRI* !**

CHAQUE MOIS, ACHETEZ, LISEZ, DIFFUSEZ, CONTRIBUEZ À AMÉLIORER  
par vos remarques, vos critiques, vos propositions d'articles

**Le CRI des travailleurs**

Journal du *Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)*

# L'ALLEMAGNE À UN TOURNANT

Les résultats des élections de septembre 2002 au Bundestag (Chambre des députés) ont conduit d'extrême justesse à la reconduction de la coalition SPD (parti social-démocrate)-Verts dirigé par Schröder, devançant d'une courte tête les conservateurs de la CDU/CSU (démocrates-chrétiens et chrétiens-sociaux) emmené par Stoiber. Elles reflètent sur le terrain électoral le tournant amorcé par le refus des syndicats de reconduire le pacte pour l'emploi, c'est-à-dire un accord patronat-syndicats sous l'égide du gouvernement, par lequel ces derniers s'engageaient à demander des hausses de salaires modérées en échange de la promesse que cela créerait des emplois : le printemps 2002 avait vu se succéder les manifestations et les grèves massives dans plusieurs secteurs (métallurgie, bâtiment, poste, imprimerie, ...) pour des augmentations de salaires et l'égalisation des salaires de l'Est au niveau de ceux de l'Ouest, du printemps (aujourd'hui, plus de douze ans après la réunification, un salarié travaillant à l'Est ne gagne pour le même travail et pour un temps de travail légèrement plus long qu'environ 85-90% du salaire de son collègue de l'Ouest). L'extrême défiance manifestée par les masses vis-à-vis du SPD, après que le premier gouvernement SPD-Verts a mené pendant quatre ans la politique de Kohl sans Kohl (introduction des fonds de pension à côté des retraites par répartition, « pacte pour l'emploi », privatisations, participation aux interventions impérialistes au Kosovo et en Afghanistan, ...) est une bombe à retardement : le contraste entre les promesses électorales (défense des conventions collectives, refus de la participation à une guerre contre l'Irak avec ou sans mandat de l'O.N.U.) et la politique réelle du SPD au pouvoir va conduire dans la prochaine période à une rupture pure et simple de larges couches avec le SPD. La débâcle électorale du PDS, plombé pour avoir pris en charge avec le SPD

une politique anti-ouvrière, est l'expression du déclin irréversible de ce parti, ex-parti de la bureaucratie stalinienne de l'ex-RDA, hypocritement rebaptisé « parti du socialisme démocratique » (!). Les élections aux parlements des Länder (la RFA est une fédération de Länder) de Hesse et Basse-Saxe en février 2003, marquées par une forte hausse de l'abstention, ont constitué une véritable déroute pour le SPD : malgré les gesticulations « pacifistes » de Schröder, ce parti a perdu des centaines de milliers de voix et sa majorité en Basse-Saxe, payant la politique des quatre premiers mois de gouvernement. C'est la première manifestation sur le terrain électoral, de cette rupture inévitable des masses avec le SPD. Les résultats de toutes ces élections montrent donc à leur manière que les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti qui représente réellement leurs intérêts de classe.

## **Schröder réelu fait la politique de Stoiber**

Face à la menace de dépasser la limite du déficit budgétaire fixée par le traité de Maastricht, résultat du ralentissement de l'économie, de la hausse corrélative du chômage, combinée à une politique de cadeaux fiscaux aux patrons et aux grandes fortunes, le gouvernement Schröder a lancé une offensive contre les travailleurs encore plus brutale qu'annoncée. Il a appliqué presque toutes les recommandations de la commission Hartz : transformation des agences pour l'emploi en véritables agences d'interim publiques pouvant embaucher les chômeurs et ensuite les louer aux entreprises, ce qui va accroître le nombre de salariés non-couverts par les conventions collectives, extension des exonérations de « charges » pour les patrons sur les bas salaires, enfin l'obligation pour les chômeurs d'accepter presque n'importe quel emploi sous peine de perdre leurs droits.

Attaque directe contre les chômeurs, ces mesures constituent également un puissant levier contre les conventions collectives. La plupart des directions syndicales ont approuvé ces mesures à l'élaboration desquelles elles ont participé.

Le Sénat de Berlin (SPD-PDS) (gouvernement du Land de Berlin) a décidé de quitter l'union des employeurs communaux des services publics. Cela signifie que les employés municipaux de Berlin ne seront plus couverts par la convention collective nationale de services publics municipaux. C'est le coup d'envoi d'une offensive lancée par le gouvernement Schröder, visant l'existence même des conventions collectives et par là l'existence même des syndicats, précisément l'offensive réclamée par le patronat et dont Stoiber s'était fait pendant la campagne le porte-parole. Immédiatement, d'autres Länder ont annoncé envisager de suivre l'exemple du Sénat de Berlin. Celui-ci a d'ailleurs déposé un projet de loi devant le Bundesrat prévoyant des « clauses d'ouverture » dans les conventions collectives, autorisant chaque Land à opérer individuellement des réductions de salaires par rapport au niveau fixé par la convention collective. Face à cette terrible menace, la direction nationale de Ver.di reste pour le moment passive.

## **Où mène la guerre sociale du gouvernement « SPD-Verts » contre la classe ouvrière ?**

Le Sénat de Berlin dit quitter la convention collective pour payer la dette de la ville (40 milliards d'euros), dont la principale source est sa décision de couvrir les pertes considérables de la Berliner Bankgesellschaft, détenue en majorité par le Land, conséquence de l'effondrement du marché immobilier, où celle-ci avait, sous le contrôle du Sénat CDU-SPD de l'époque, massivement investi. Pour boucher ce trou sans fond, le

gouvernement de Berlin taille à la hache dans tous les budgets sociaux. Le SPD et le PDS en ont décidé ainsi : ce sont les travailleurs qui doivent payer pour cette dette qui n'est pas la leur. Les patrons applaudissent. Le SPD et le PDS, qui prétendent vouloir ainsi (!) assurer un avenir à la jeunesse, savent très bien que, quelles que soient les mesures d'économie, l'endettement de la ville ne va cesser de croître (à cause des intérêts de la dette), pour atteindre environ 60 milliards d'euros en 2010. Il ne s'agit donc en réalité pour eux que de satisfaire les exigences du capital financier. Dans la même logique, gouvernement Schröder veut, outre les mesures indiquées : réduire considérablement la protection contre les licenciements, engager en octobre 2003 une « réforme fondamentale » (!) du système des retraites, de santé et de soins (car le patronat estime que les coups portés entre 1998 et 2002 sont encore largement insuffisants), introduire une « zone économique spéciale » dans les nouveaux Länder, c'est-à-dire où une partie des droits et garanties limitant l'exploitation des salariés seraient suspendus. Sans rupture avec les exigences du capital financier, il n'y a pas d'autre avenir pour les travailleurs et la jeunesse que toujours plus de flexibilité, de chômage et de misère.

### **Le gouvernement Schröder et la guerre impérialiste en Irak : les paroles et les actes**

Le patronat allemand n'est pas enchanté à l'idée de la guerre de Bush, car il n'obtiendra de toute façon qu'une toute petite part du gâteau. Mais, s'il ne participe pas, il n'obtiendra rien du tout et s'exposera en outre à des mesures de rétorsion américaines. Schröder lui-même, dont les problèmes budgétaires sont déjà

immenses, préférerait ne pas avoir à co-financer la guerre, car il lui faudrait redoubler de violence dans ces attaques contre les conquêtes sociales de la classe ouvrière allemande, risquant de semer un vent de révolte et de heurter frontalement l'opposition des travailleurs allemands à la guerre. Mais, enchaîné par la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis des autres impérialismes, Schröder n'a guère le choix : l'Allemagne participe d'ores et déjà pleinement, à la place qui est la sienne, à la vaste guerre lancée par l'impérialisme américain depuis la première guerre en Irak en 1991, dont la nouvelle guerre contre le peuple irakien constitue un maillon. Le gouvernement SPD-Verts mène, sous une discours pacifiste, une politique de guerre : en 2002, il a dépensé 1,6 milliards d'euros spécialement pour assurer sa présence militaire dans le cadre de diverses interventions impérialistes, tout en coupant dans les budgets sociaux ; il a soutenu l'embargo qui depuis plus de dix ans a tué 1,5 million d'irakiens, et renforcé le régime dictatorial de Saddam Hussein ; tout en prétendant défendre dans l'affaire irakienne le prétendu « droit international », il ne trouve rien à redire au fait que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne bombardent d'ores et déjà régulièrement l'Irak sans disposer pour cela même de la moindre pseudo-légitimation onusienne ; il a voté la résolution 1441 de l'O.N.U., qui n'est rien d'autre que la base pour donner à la guerre décidée par l'impérialisme américain une apparence de légitimité ; il a affirmé que l'Allemagne remplirait entièrement ses obligations de membre de l'OTAN, quel que soit le cas de figure (mise à disposition des Awacs allemands, ouverture de l'espace aérien et des bases, etc.). La seule chose que Schröder exclut, c'est l'envoi de soldats

allemands à l'intérieur de l'Irak. Tout le reste n'est pas une participation à la guerre, paraît-il ! Pourtant il est clair que les Etats-Unis ne peuvent mener la guerre à bien, sans ce soutien politique et militaire de l'Allemagne.

### ***Les travailleurs face à la guerre « totale » engagée par le gouvernement Schröder***

Devant le spectre de vastes grèves englobant les centaines de milliers de travailleurs, dans un contexte d'hostilité croissante à la guerre, les employeurs communaux des services publics ont dû donner du grain à moudre à la direction du syndicat Ver.di : l'accord prévoit l'égalisation Est-Ouest des salaires pour fin 2007 pour la plupart des catégories, revendication centrale de la classe, lui permettant d'achever sa réunification dans ce secteur, point d'appui pour les autres, mais il la fait principalement financer par les travailleurs. Dans ce contexte, les directions syndicales refusent de mobiliser contre la guerre. Il est pourtant clair qu'un appel central des directions syndicales trouverait un écho considérable et déboucherait sur des manifestations massives. Bref, les directions syndicales laissent Schröder tranquillement participer hypocritement à la guerre contre le peuple irakien comme elles accompagnent le plus souvent sa guerre intérieure contre la classe ouvrière. Le rôle traître de ces bureaucraties accrochées aux basques de la bourgeoisie est aujourd'hui un obstacle essentiel à la lutte de la classe ouvrière. Dans quelle mesure la politique des différentes organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale répond-elle aux besoins des masses pour développer leur lutte de classe ? C'est ce que nous essayerons de commencer à analyser le mois prochain.

---

## HISTOIRE

### **LA RÉVOLUTION ALLEMANDE ET SES ENSEIGNEMENTS (1918-1923) (DEUXIÈME PARTIE).**

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, que l'échec de la révolution en Allemagne et des conseils ouvriers entre 1917 et 1919, posait deux problèmes majeurs : **la trahison décisive de la social-démocratie**, prête à se placer à la tête d'un gouvernement bourgeois pour écraser la révolution dans le sang, d'une part, et le manque cruel d'un véritable parti ouvrier capable d'ouvrir les perspectives du combat politique, d'autre part. Cependant, les travailleurs allemands avaient montré, au cours de ces années essentielles pour le mouvement ouvrier, leur détermination et leur capacité révolutionnaire.

### L'écrasement du putsch Kapp par la mobilisation ouvrière

Celle-ci est à nouveau éclatante en mars 1920, lors du putsch de Kapp, représentant des grands propriétaires fonciers, les Junkers. Le premier réflexe du gouvernement fédéral de Berlin, dirigé par le social-démocrate Noske, est de prendre la fuite. En revanche, face à la lâcheté de ce gouvernement bourgeois incapable de défendre sa propre République encore toute jeune, les masses ouvrières organisent leur propre résistance, dans un mouvement de masse contre les putschistes, grâce notamment à la mise en place de milices ouvrières armées. Cette mobilisation ouvrière, fondée sur la grève générale, écrase le putsch en quelques jours. C'est un discrédit complet pour la direction social-démocrate. Le mouvement a montré l'importance d'un *front commun* de militants de différentes organisations ouvrières. L'action s'achève par une négociation entre le gouvernement social-démocrate et les directions syndicales pour la reprise du travail, sous diverses conditions, parmi lesquelles le départ de Noske, l'épuration des administrations et des entreprises de tous les contre-révolutionnaires, l'application des lois sociales en vigueur. Le gouvernement, s'appuyant sur l'armée, parvient à établir le retour « à l'ordre », bien que des assemblées ouvrières, dans les usines, aient pris position contre les décisions des centrales syndicales. L'événement démontre la force d'une action politique organisée, sous la forme de **comités d'action**, formés par les partis et les syndicats ouvriers, comités qui représentent alors un véritable pouvoir démocratique-révolutionnaire, et posent donc concrètement la question de la prise du

pouvoir. Mais l'attentisme et la passivité de la direction du jeune parti communiste lors de cette mobilisation donnent lieu à une scission « gauchiste » et la constitution du K.A.P.D., le parti communiste allemand des travailleurs.

### Le « gauchisme »

Un courant « gauchiste » traverse en effet l'Europe à cette époque, incarné notamment par Panekoek (Hollande), Bela Kun (Hongrie), Bordiga (Italie). Ces « communistes de gauche » ou « gauchistes » opposent abstraitement les masses ouvrières à leurs chefs, contestent la nécessité de construire un parti ouvrier de masse, qui conduirait selon eux de toute éternité à une attitude opportuniste, et appellent à sortir des syndicats réformistes et à lutter pour la construction de « syndicats révolutionnaires » minoritaires. Au contraire, le deuxième Congrès de l'Internationale communiste, dans la définition des « vingt-et-une conditions » d'adhésion à l'I.C., insiste sur la nécessité de réaliser un travail actif dans les syndicats, et d'utiliser les parlements bourgeois comme tribunes. Lénine appelle les communistes allemands à être présents partout où se trouve la classe ouvrière : « *Il faut, écrit-il, faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux conseils d'usine, mutilés, châtrés par les Scheidemann [dirigeant social-démocrate], partout où il y a des ouvriers, influencer sur la masse ouvrière* ». Pour Lénine, qui rédige alors *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, il s'agit de lutter, au sein même des syndicats, qui organisent la masse des travailleurs conscients, contre les dirigeants opportunistes et traîtres, au lieu de baisser les bras et d'abandonner les organisations ouvrières à l'emprise de leurs dirigeants réformistes.

### L'action de mars 1921

En raison de la lâcheté des dirigeants du parti social-démocrate face au putsch de Kapp, le KPD est sorti renforcé de l'aventure. Toute une aile gauche du parti social-démocrate indépendant (USPD, centriste) le rejoint. En 1920, Le parti compte des centaines de milliers d'adhérents, des écoles, une trentaine de journaux. Ses membres sont dans leur écrasante majorité (à 90 %) des ouvriers, souvent jeunes, actifs et dévoués à la

cause du prolétariat. Les dirigeants du parti sont élus, mandatés et révocables, les permanents ne sont jamais en majorité dans les instances de l'exécutif.

Cependant, les dirigeants du KPD, (à l'exception de Paul Levi qui condamnera, de sa prison, cette stratégie), tentent de déployer une tactique offensive, volontariste, pour faire surgir la vague révolutionnaire dont ils croient voir les prodromes dans la résistance spontanée des ouvriers au putsch de Kapp. L'initiative vient entre autres du crypto-gauchiste Bela Kun, président de l'exécutif de l'Internationale en mission en Allemagne. C'est « l'action de mars » 1921. Il s'agit de se porter à tout prix à l'assaut du pouvoir, par tous les moyens, y compris en essayant de *décréter* la grève générale. Les erreurs les plus graves sont alors commises dans le déploiement de cette stratégie offensive qui se coupe peu à peu des masses. L'énorme majorité des travailleurs non communistes, qui ne suivent pas les mouvements de grève ainsi provoqués, sont qualifiés de « jaunes » par les dirigeants du parti. Le parti communiste perd alors 200 000 membres en quelques semaines. La répression s'abat. Des dizaines de milliers de grévistes sont licenciés et placés sur les listes noires du patronat, ou encore condamnés à de lourdes peines de prison. Ce cuisant échec montre que les actions révolutionnaires ne peuvent être menées par le parti sans la conquête patiente et opiniâtre des masses, qu'elles ne peuvent être portées par le prolétariat, aidé et organisé par et dans le parti. Lénine avait écrit, dans *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, que l'insurrection avait besoin : 1) du développement de la révolution à l'échelle nationale ; 2) d'une faillite morale et politique complète de l'ancien gouvernement ; 3) de grandes hésitations dans le camp des éléments intermédiaires. Or, manifestement, ces conditions n'étaient pas réunies en mars 1921 en Allemagne, et les communistes allemands apprennent alors, à leurs dépens, que le volontarisme coupé des masses ne peut l'impuissance, et que leur responsabilité est d'abord de se construire comme parti partiellement, opiniâtrement, au sein du prolétariat tel qu'il est dans telle ou telle situation, et non tel qu'on voudrait qu'il soit...

### Gouvernement ouvrier et mots d'ordre de transition

L'échec de l'action de mars confirme et accélère le reflux général de la vague révolutionnaire de l'après-guerre en Europe. À partir de 1921-1922, sous l'impulsion de l'I.C., pour conquérir les masses, dont la majorité est restée sous l'influence social-démocrate, notamment en Allemagne, les militants révolutionnaires réfléchissent pour la première fois au problème d'un **programme de transition** (adapté à des conditions non révolutionnaires) et au mot d'ordre de **gouvernement ouvrier**. Celui-ci diffère de la dictature du prolétariat (gouvernement des conseils), il n'est qu'une étape vers la dictature du prolétariat ; il désigne la coalition gouvernementale de partis ouvriers, incluant les partis-ouvriers dirigés par l'appareils social-démocrate, mais sans participation de ministres issus des partis bourgeois. « *Il serait faux de dire, remarque avec humour le dirigeant communiste Karl Radek, que l'évolution de l'homme, du singe au commissaire du peuple, doit passer par la phase de ministre du gouvernement ouvrier. Mais cette variante est possible* ». Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » détermine la **stratégie du front unique**, c'est-à-dire de l'alliance, sur des bases claires et un programme précis, des organisations ouvrières. Il s'accompagne de **revendications transitoires** : participation majoritaire de l'État contrôlé par les organisations ouvrières à toutes les entreprises ; contrôle ouvrier sur l'industrie par la mise en place de comités d'usine ; levée du secret des banques, du secret de fabrication, du secret commercial ; monopole de l'État sur le commerce extérieur, le ravitaillement et le secteur bancaire... Une nouvelle période s'ouvre dès lors dans la stratégie des partis communistes révolutionnaires.

*(La suite au prochain numéro.)*

**Laura Fonteyn**

*Source : Pierre Broué, Révolution en Allemagne, Éd. de Minuit, 1971.*

# ÉDUCATION NATIONALE : GRÈVE LE 18 MARS : QUELS MOTS D'ORDRE, QUELLES PERSPECTIVES ?

## **Raffarin veut licencier 20 000 aides-éducateurs et supprimer le statut de MI-SE**

Raffarin a beau prendre une pose humanitaire en dénonçant les « patrons voyous » qui licencient à tour de bras, il fait la même chose : il soumettra le 19 mars à l'Assemblée Nationale un projet de loi licenciant 20 000 aides-éducateurs (AE, les « emplois-jeunes » dans l'Éducation Nationale) ! La gauche plurielle essaiera sans doute de faire oublier sa propre responsabilité en critiquant cette « mesure antisociale de la droite » ; pourtant, c'est bel et bien le gouvernement Jospin qui, en embauchant ces jeunes sur des contrats précaires, d'une durée maximum de cinq ans, au lieu de recruter les personnels nécessaires sur des postes statutaires, avait programmé ces charettes de licenciements.

Pour pouvoir licencier plus facilement et faire des économies sur notre dos, Raffarin veut dans le même temps liquider purement et simplement le statut de MI-SE (maître d'internat, surveillant d'externat). L'existence de ces postes de fonctionnaires stagiaires permet à des milliers d'étudiants de financer leurs études en travaillant 28h par semaine. Raffarin veut y substituer des contrats précaires d'« assistant d'éducation », avec un salaire inférieur et un temps partiel imposé. Quand il s'agit d'augmenter le budget militaire, d'aller défendre les intérêts des entreprises françaises en Côte d'Ivoire, ou d'exonérer les patrons de cotisations sociales, le gouvernement a toujours de l'argent, notre argent ! Mais quand il s'agit de l'éducation de la jeunesse, là les caisses sont vides !

## **Régionalisation = casse du statut de fonctionnaire d'État**

Les AE et les MI-SE ne sont pas les seuls dans le collimateur de Raffarin. En fait, le statut de tous les fonctionnaires de l'État est attaqué. Le projet de régionalisation du gouvernement, qui suppose une révision de la Constitution soumise au

Parlement le 10 mars, impliquerait le transfert de centaines de milliers de fonctionnaires de l'État aux collectivités territoriales. Cela signifierait pour tous ces travailleurs une réduction de leurs droits ; en particulier, les fonctionnaires territoriaux ne bénéficient pas de la même garantie de l'emploi, le paiement de leur retraite ne leur est pas assuré comme il l'est pour les fonctionnaires d'État au titre de la dette publique. En outre, cette mesure ayant pour but d'accroître la flexibilité et la polyvalence, elle accompagnera manifestement une baisse du nombre de postes de fonctionnaires, d'où résultera une aggravation des conditions de travail et, pour les usagers, une détérioration du service public dont on aura beau jeu de nous dire alors qu'il faut le transférer au secteur privé. La régionalisation n'est ainsi qu'un instrument pour préparer la privatisation. Personnels IATOSS et enseignants de l'Éducation nationale, élèves, parents d'élèves : nous sommes tous concernés.

## **Arrêtons les véritables casseurs : arrêtons Chirac-Raffarin !**

L'heure est donc à la résistance. Des milliers de surveillants, de personnels se demandent avec angoisse : comment faire reculer Raffarin-Ferry, comment empêcher le licenciement des surveillants, comment préserver notre statut ?

Certes, devant la mobilisation massive et continue des AE et des MI-SE, pas une fédération syndicale n'a pour le moment osé approuver le projet de création d'un pseudo-« statut » assistant d'éducation se substituant au vrai statut des MI-SE, les suppressions de postes de MI-SE ou le licenciement des AE. Mais le texte d'appel « unitaire » (FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT) à la grève pour le 18 mars ne peut que susciter la colère des MI-SE et des aides-éducateurs. Ce texte se contente, en effet, de demander que « *des solutions soient offertes aux actuels AE* » et il revendique « *une véritable*

*négociation pour que le statut de MI-SE soit amélioré* ». Des solutions ? Mais encore ? Y a-t-il une autre solution que le réemploi sans condition de tous les AE et l'augmentation du nombre des MI-SE ? Quant au statut des surveillants, que signifie le « renégocier », à l'heure où le gouvernement cherche la coopération des syndicats pour mieux... le liquider ?

Il est au contraire nécessaire de défendre clairement les revendications des personnels eux-mêmes et de les faire converger dans un combat uni. La multiplication de journées d'action isolées ne peut pas permettre de gagner : c'est seulement en construisant une grève illimitée dans toute l'Éducation Nationale qu'il est possible de faire reculer le gouvernement sur tous ces projets. Dans ce contexte, ne faut-il pas se saisir de l'appel de la FNEC-FP-FO et des appels unitaires de plusieurs syndicats dans un nombre croissant de départements, appeler à organiser partout des assemblées générales pour décider tous ensemble des moyens d'action à mettre en œuvre, jusqu'à la grève reconductible s'il le faut ? Ne faut-il pas combattre partout pour l'unité des organisations syndicales dans chaque établissement, ville, département, et au niveau national, afin de préparer et d'imposer une riposte d'ensemble à la hauteur des attaques gouvernementales ? Tous ensemble, exigeons :

- **Pas un aide-éducateur au chômage !**
- **Retrait du projet de loi sur les Assistants d'Éducation, défense du statut de MI-SE !**
- **Maintien et augmentation des 5 600 postes de MI-SE !**
- **Maintien dans la fonction publique d'État de tous les personnels !**
- **Plus aucun emploi précaire dans l'Éducation Nationale !**
- **L'argent pour l'école, pas pour la guerre du pétrole !**

**Antoni Mivani**

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire internationaliste).

**Numéro ISSN** : en cours.

**Contacts** : Tél. : 06 64 91 49 63. Adresse électronique : [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)

**Site Internet** : <http://groupecri.free.fr>

**Comité de rédaction** : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.